

Le découragement européen

La Croix, Alfred Grosser, 12 décembre 2012

Dans leur excellent ouvrage, *De la démocratie en Europe*. Voir plus loin, Sylvie Goulard, combative députée européenne, et Mario Monti, devenu chef du gouvernement italien après la finition du livre, donnent, en exergue de leur chapitre premier – « Les idées fausses » – une formule terriblement vraie d'Alexis de Tocqueville: « Une idée fausse, mais claire et précise, aura toujours plus de puissance dans le monde qu'une idée vraie, mais complexe. »

Il en va ainsi aujourd'hui de l'idée européenne. À coups de simplifications, les formulations antieuropéennes rencontrent un succès croissant, alors que les défenseurs de l'Union existante à parfaire ont beaucoup de mal à faire accepter leurs analyses et leurs propositions. Il est des mots qui semblent frappés d'interdit. Ainsi « fédéral » et, pire, « supranational ». Pourtant, lors du lancement du plan Schuman, le 9 mai 1952, le chancelier Adenauer vantait le caractère supranational de la Communauté charbon-acier. Lorsque, aujourd'hui, Angela Merkel et François Hollande réclament l'institution d'autorités européennes de contrôle, ne vont-ils pas dans le sens de la supranationalité, déjà fortement établie par l'existence de la Banque européenne veillant sur l'euro et par la Cour européenne de justice veillant sur l'harmonisation des législations? Mais le président et la chancelière ne redoutent pas, hélas, la contradiction. L'un ne veut pas d'un contrôleur européen des budgets nationaux, l'autre d'une surveillance européenne des banques qui inclurait les banques allemandes!

En fait, tout va actuellement dans le sens d'une sorte de renationalisation des politiques et des opinions. Ou, plus exactement, selon la formulation des auteurs: « On veut être aussi fort que si l'Europe était unie et conserver autant de souveraineté nationale que si elle ne l'était pas. » L'aspect sans doute le plus significatif est le rôle grandissant attribué aux parlements nationaux, dans une sorte de mépris pour le Parlement européen. Composé non pas de groupes nationaux, mais sur la base de regroupements politiques transnationaux, ce Parlement a été, au fil des traités, doté de pouvoirs sans cesse élargis, mais encore limités: il n'a pas l'initiative législative et il n'a pas son mot à dire sur le volet « recettes » du budget européen. Les âpres débats sur ce point sont menés par les gouvernements nationaux. Et, quand il s'agit de revenir sur le vote négatif d'un peuple, on est prêt, comme dans le cas de l'Irlande, à décider qu'« aucune des dispositions juridiques du traité de Lisbonne ne modifie en quoi que ce soit, pour aucun État membre, l'étendue ou la mise en œuvre des compétences de l'Union en matière fiscale ».

À l'heure présente, il est probable que, dans la plupart des 27 pays, un vote populaire manifesterait pour le moins un fort euroscepticisme. Par manque de personnalités européennes charismatiques pouvant créer un effet d'entraînement. Plus encore par les véritables déstructurations sociales entraînées par les politiques de lutte contre les endettements. Angela Merkel n'a pas tort de pousser les États à des pratiques restrictives. Mais François Hollande a raison, lui aussi, de réclamer des investissements productifs, sans lesquels les divers pays seront hors d'état de produire de

richesses permettant le remboursement de ces dettes. La conciliation des deux points de vue opposés n'est assurément pas chose facile!

Au nombre des freins à la réflexion et au débat créateur, il faut compter au moins la politique britannique, de plus en plus acharnée à bloquer tout progrès unificateur et, en Allemagne, la pesée limitative du Tribunal constitutionnel fédéral, qui craint d'être soumis à la Cour européenne, comme la Bundesbank l'est déjà à la Banque centrale européenne. En France, la dénonciation simplificatrice, dans la gauche et à la gauche de la majorité, dans la droite et à la droite de l'UMP, entrave puissamment l'action gouvernementale.

Faut-il alors, si l'on croit à la nécessité de plus d'unité européenne, céder au découragement? Je ne le crois pas davantage que les auteurs. Il suffit de regarder en arrière. Que de crises surmontées par de nouveaux progrès! La différence, aujourd'hui, c'est l'énorme risque nouveau d'un éclatement, dont la nocivité ne serait visible qu'après lui. C'est aussi celui d'une révolte nullement injustifiée des millions de citoyens tombés dans la pauvreté, en France et en Allemagne comme en Grèce, en Espagne ou en Slovaquie. Pas par la faute de trop d'Europe. Mais comment convaincre, face aux slogans, que plus d'Europe permettrait de s'approcher de solutions socialement plus acceptables?